

● (1430)

Monsieur le Président, on ne peut prendre au sérieux quelqu'un qui propose de créer des emplois de cette façon-là. C'est tout simplement faire un méli-mélo des solutions économiques dont notre pays a vraiment besoin et que le gouvernement essaie de mettre de l'avant. Le chef de l'opposition dit que nous devons absolument être en mesure de soutenir la concurrence; ce qui n'a pourtant pas empêché son parti de combattre notre programme des 6 et 5 p. 100. N'est-ce pas pour soutenir la concurrence, monsieur le Président, que nous tentions de ralentir l'inflation, qui était à 12.8 p. 100? Les représentants des provinces nous ont tous dit de faire baisser les taux d'intérêt. A l'époque, les taux d'intérêt aux États-Unis se situaient autour de 20 ou 22 p. 100. Ce que nous avons dit, monsieur le Président, c'est que nous allions juguler l'inflation. En agissant ainsi, nous entendions accroître notre production et rendre nos produits plus concurrentiels. Et si nous avons enregistré l'année dernière l'énorme excédent commercial de 18 milliards de dollars, c'est parce que nous avons réussi à faire passer le taux d'inflation de 12.8 à 5 p. 100, soit le niveau le plus bas en 11 ans.

Le gouvernement, je le reconnais, n'a pas obtenu ce résultat simplement en adoptant des mesures législatives et en imposant des contrôles à tout le monde. S'il a obtenu ce résultat, c'est que les Canadiens ont compris qu'ils devaient faire baisser leurs coûts de revient s'ils voulaient écouler leurs produits sur les marchés mondiaux. Nous sommes maintenant en mesure de soutenir la concurrence. Nous avons réduit le taux d'inflation à 4.9 p. 100. Dès lors, monsieur le Président, nous avons commencé à créer des emplois, car nous avons trouvé des marchés pour vendre nos produits moins cher parce que leur prix de revient est plus bas. Voilà comment nous avons réussi, monsieur le Président. Nous n'y sommes pas parvenus sans mal, et sûrement pas avec l'appui des partis de l'opposition qui nous reprochaient de fixer l'indexation à 6 p. 100 alors que l'inflation était de 12 p. 100. Nous avons dit qu'il n'y avait pas d'injustice, car si tous les Canadiens voulaient collaborer, comme ils l'ont fait, nous allions réduire l'inflation à 6 p. 100, de sorte qu'une indexation à 6 p. 100 ne serait injuste pour personne: citoyens âgés, syndiqués ou fonctionnaires à la retraite. Tous ensemble, c'est-à-dire non pas le gouvernement seul mais de concert avec la population et, finalement, avec les provinces, qui avaient commencé par critiquer notre programme à la conférence fédérale-provinciale de février 1982 et, au mois d'août de la même année, à la conférence des premiers ministres, nous avons ramené l'inflation à moins de 6 p. 100. Les provinces s'étaient d'abord moquées du programme des 6 et 5 p. 100, en disant qu'il était mauvais et insuffisant, mais elles ont pris le train en marche, comme le fait si souvent le chef de l'opposition quand il constate qu'une formule réussit.

L'inflation a été réduite, et avec quels résultats? Les taux de chômage n'ont jamais été aussi bas depuis deux ans. Nous n'en sommes pas encore satisfaits, mais quand les pays industrialisés, ceux de l'OCDE, comptent près de 35 millions de chômeurs, mis à part les centaines de millions dans les pays du tiers monde, on ne peut certainement pas s'attendre qu'un pays exportateur comme le Canada réussisse à créer des emplois en jetant de l'argent par les fenêtres. Il peut favoriser la création d'emplois en réduisant les coûts, ce que nous avons fait grâce à

des efforts collectifs. Nous pouvons également, grâce à une gestion prudente de l'économie, faire baisser graduellement le taux de chômage, comme nous l'avons fait depuis deux ans.

Le gouvernement peut également créer des emplois. Il en a créé 330,000 l'année dernière et sans doute presque autant cette année. Ce n'est pas autant que le prévoyait le dernier budget, mais entre-temps, nous avons eu des surprises de plus en plus agréables. Au cours du troisième trimestre de cette année, le dernier pour lequel nous avons des chiffres, nous savons que le PNB a augmenté de 8 p. 100. De toute évidence, les progrès ne seront sans doute pas aussi marqués la prochaine fois. Je ne pense pas que nous puissions connaître une croissance aussi rapide. Comme le disait Larkin Kerwin, ce serait trop beau. Nous ne pouvons pas progresser aussi vite, monsieur le Président.

Quant à la productivité, c'est une autre question. Nous avons découvert ce matin que le chef de l'opposition s'intéressait beaucoup à la productivité, aux microplaquettes et à la recherche industrielle. Qu'il examine les chiffres concernant la productivité. Si j'ai bien compris, il a dit que nous devrions prendre exemple sur les Japonais, dont le taux de productivité se situe entre 2 et 3 p. 100. S'il examine nos chiffres pour cette année, il verra que notre productivité a augmenté de 2.6 p. 100. S'il examine les résultats obtenus depuis 1980, depuis l'élection de notre gouvernement, il constatera que la productivité a augmenté de 2.3 p. 100, si bien qu'elle se situe parfaitement dans les normes qu'il vise. Qu'est-ce que cela veut dire, monsieur le Président? De toute évidence, nous allons devoir nous atteler à la tâche. C'est ce que tout le monde prêche.

Quelles sont les décisions difficiles à prendre? Le chef de l'opposition réduirait les impôts, réduirait le déficit, équilibrerait le budget et trouverait quand même plus d'argent pour la défense, l'assurance-maladie et le reste. Notre gouvernement a présenté des mesures fiscales dont certaines sont actuellement à l'étude et feront l'objet d'un vote, très bientôt je l'espère, afin que les contribuables canadiens puissent toucher leur remboursement d'impôt à temps cette année, comme c'était le cas avant l'arrivée à la Chambre de mon vis-à-vis. A cause des tergiversations de l'année dernière au sujet du même projet de loi fiscal, les contribuables canadiens ont touché leur remboursement avec des jours et des semaines de retard. J'espère que cela ne se reproduira pas. Selon moi, le chef de l'opposition devrait collaborer à cet égard. Je sais qu'il n'est pas négatif. Il essaie de maintenir l'union d'un parti qui est négatif et qui s'oppose à tout. J'espère sincèrement qu'il réussira. Cela sera bon, non seulement pour lui-même et son parti, mais également pour le pays. Peut-être que si les conservateurs arrivent à s'entendre pendant un certain temps, nous les mettrons alors à l'épreuve lors d'élections, monsieur le Président, mais nous aimerions voir s'ils en sont capables auparavant.

Le temps est au changement, c'est du moins ce que les gens pensent et ce que les conservateurs disent. Si cela faisait 20 ans, on pourrait parler d'une longue période et le temps serait au changement. Permettez-moi de dire aux Canadiens qui croient que l'heure est venue, qu'il vaudrait mieux pour eux ne pas être chômeurs ou pauvres si les conservateurs prennent le pouvoir.

Des voix: Bravo!